PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Géopolitique et stratégie

N° 29 du 15.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Ahmed Bensaada : Le double jeu de Recep Tayyip Erdogan.

1-2 Les révolutionnaires turcs avec la Syrie de Bachar.

2 Réflexion

2-1 René Naba : La crédibilité de l'opposition syrienne à l'épreuve du parrainage franco -turc.

2-2 Oulala : Les Coups d'Etat pour la "démocratie"

---
1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
1-1 Ahmed Bensaada : Le double jeu de Recep Tayyip Erdogan.Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information
Le rôle actif de la Turquie dans la déstabilisation du régime syrien et dans son aide inconditionnelle aux dissidents syriens se concrétise de jour en jour.
8 décembre 2011

L'appartement que j'avais loué pour mon séjour à Istanbul était juché au quatrième étage d'un vieux mais noble immeuble construit en haut de la colline de Galata. L'emplacement était stratégique : à quelques minutes de la célèbre place Taksim et de la bouillonnante et insomniaque avenue Istiklal. Mais le spectacle le plus saisissant s'offrait dès qu'on ouvrait la fenêtre d'une des chambres. D'un seul regard, il était possible d'embrasser tous les joyaux architecturaux du quartier Sultan Ahmet et de suivre la courbe de l'illustre Corne d'Or. En fin de journée, un éclairage particulier transformait le paysage en un tableau de maître orné d'innombrables minarets pointus et élancés vers le ciel. Il est vrai qu'Istanbul, poumon économique du pays, respire la prospérité et la réussite. À cheval entre l'Asie et l'Europe, cette ville est la vitrine d'une Turquie en pleine croissance.

Cependant, mon réel envoûtement par cette ville et ce pays a rapidement cédé la place à un scepticisme motivé par deux évènements révélateurs.

Le premier a eu lieu à ma première navigation sur Internet. Ayant reçu un courriel m'invitant à visionner une vidéo sur Youtube, quelle ne fût ma surprise de constater que l'accès à ce site était interdit par décision de justice depuis 2007. Le motif invoqué était : « diffusion de clips irrévérencieux à l'égard du fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Ataturk » [1]. Il est vrai que cette interdiction a été levée en octobre 2010 [2] mais, en mars 2011, la plate-forme « Blogger » a été, elle aussi, bannie de la toile [3].

Le second évènement dont j'ai été témoin se déroula sur l'avenue Istiklal, une soirée de fin de semaine. Alors que l'artère vitale grouillait de monde, un homme légèrement éméché s'approcha de deux jeunes demoiselles, leur faisant des avances avec insistance, mais sans les toucher. La scène n'a pas échappé à deux hommes en civil (probablement des policiers) qui déambulaient parmi les badauds. Apostrophé manu militari, le malheureux essaya de se débattre tant bien que mal. Quelques dizaines de secondes plus tard, une fourgonnette de police arriva et l'individu fut tabassé en public et jeté comme une vulgaire marchandise à l'intérieur du véhicule. Après un moment de curiosité, les passants continuèrent leur promenade dans le brouhaha ambiant, comme si la scène à laquelle ils venaient d'assister était banale.

Serait-ce possible que cette indiscutable réussite économique n'ait pas été accompagnée par des progrès dans les domaines de la liberté d'expressions et les droits de la personne ?

Est-il pensable que l'arrivée au pouvoir des islamistes de l'AKP (Adalet ve Kalk ?nma Partisi ou Parti de la justice et du développement) puisse donner un remarquable élan à l'économie (11% de croissance au premier trimestre 2011 [4]) et être en retard sur les libertés fondamentales du citoyen ?

Erdogan, le Padishah

Recep Tayyip Erdogan, l'actuel premier ministre de la Turquie et président de l'AKP a été maire d'Istanbul de 1994 à 1998. À ce poste, il gagne le respect des Stambouliotes en améliorant considérablement les services (distribution d'eau et d'électricité) et en luttant contre la corruption, de sorte qu'il est surnommé le « Padishah » (sultan) de la ville [5] [6]. « Pour sa bonne gouvernance, notamment pour les travaux de rénovation urbaine qu'il a entrepris durant son mandat de maire

d'Istanbul », il reçut une récompense du Programme des Nations unies pour les établissements humains [7].

Lors d'un meeting en 1998, Erdogan récita un poème jugé subversif et contraire à l'esprit laïque du kémalisme, l'idéologie fondatrice de la Turquie moderne de Mustafa Kemal Ataturk. En voici un extrait : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Cela lui a valu d'être destitué de sa fonction de maire et condamné à dix mois de prison (mais n'en accomplira que quatre) [8]. Il faut dire, qu'à ses débuts, Erdogan avait été le chef des jeunes du Milli Gorus, un mouvement islamiste turc antioccidental, nationaliste et théoriquement djihadiste [9].

Erdogan fonde l'AKP en 2001, parti qui remporte les élections législatives de 2002 auxquelles il ne peut participer à cause de sa condamnation. Cependant, la loi ayant changé, il réussit à se faire élire dans une élection complémentaire en 2003. Dès son arrivée au parlement, il est nommé Premier ministre et le restera pour trois mandats successifs.

À la tête de l'AKP et du gouvernement turc, le « Padishah » est crédité de nombreuses et importantes réformes, parmi lesquelles : l'autorisation de la langue kurde dans les médias, l'abaissement de l'âge d'éligibilité (de 30 à 25 ans), l'abolition de la peine de mort, etc. [10].

Cependant, depuis un certain temps, des voix discordantes se font entendre au sujet d'Erdogan et de son style de gouvernance. On n'hésite pas à mettre de l'avant son autoritarisme, ses attaques contre les journalistes [11] et la « poutinisation » du régime [12]. En fait, ce qui est remarquable chez ce chef charismatique est son excellente maîtrise du double jeu : l'art de prôner, selon les circonstances, une chose et son inverse.

Erdogan et les libertés fondamentales

Se faisant publiquement le chantre de la laïcité, de la démocratie et des libertés en Turquie, le bilan d'Erdogan laisse perplexe, c'est le moins qu'on puisse dire.

Deux articles parus il y a moins d'un mois donnent le la : « La démocratie turque en danger » [13] et « Le tournant liberticide turc » [14]. On y apprend que de nombreux journalistes et universitaires ont été poursuivis et emprisonnés pour avoir donné des conférences sur des sujets controversés de l'histoire ou de la politique turque. On peut y lire : « L'acharnement du pouvoir contre les médias indépendants osant aborder la situation kurde ou la domination de l'AKP est devenu grave, comme l'a souligné Reporters sans frontières dans un communiqué du 26 octobre » et aussi : « Depuis 2009, près de 8 000 personnes ont été arrêtées pour des faits d'exercice de la liberté d'expression. En cela, la Turquie d'Erdogan révèle son vrai visage, celui d'un pouvoir qui a de moins en moins à envier au régime des généraux des années 1980. Rien à voir en tout cas avec la démocratie islamique tant vantée ces dernières semaines ».

L'ouverture d'un procès, le 22 novembre 2011, contre les deux célèbres journalistes Nedim Sener (lauréat 2010 de l'Institut international de la presse) et Ahmet Sik a vu la mobilisation d'environ 200 journalistes et défenseurs des droits de l'homme, réclamant leur libération. Les deux journalistes sont accusés d'avoir œuvré dans la branche média du réseau « Ergenekon », organisation soupçonnée de préparer un coup d'état militaire contre le gouvernement d'Erdogan. Il est à noter que N. Sener a publié un livre sur le meurtre d'un journaliste dans lequel il critiquait l'enquête de la police. Ahmet Sik, quant à lui, a vu ses brouillons être saisis sur ordre du tribunal : il travaillait sur un essai portant sur l'infiltration de la police par les milieux islamistes. Alain Franchon, journaliste et directeur éditorial du Monde, commente ainsi l'affaire : « Avec d'autres, Sik et Sener ont mené des enquêtes qui embarrassent le gouvernement : corruption, affaires, pénétration de la police par des militants islamistes. Ils gênent. Comme des dizaines d'autres journalistes eux aussi emprisonnés, à l'heure où le pouvoir mène une campagne d'intimidation contre tous ceux qui osent le critiquer » [15].

À ce sujet, Johann Bihr de Reporter sans frontières (RSF) a déclaré que « quelque 70 journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie, dont au moins 15 ou 20 pour leur activité journalistique » [16].

D'ailleurs, le classement mondial RSF 2010 place la Turquie à une position peu enviable en matière de liberté d'expression : 138e sur 178. Elle se classe loin derrière des pays qui ne connaissent pas le boom économique turc tels que la Tanzanie (41e), le Burkina Faso (49e) ou le Sénégal (93e). Considéré comme un « pays sous surveillance » dans la catégorie « Ennemis d'Internet », RSF explique le mauvais rang de la Turquie « par la multiplication frénétique des poursuites, incarcérations, condamnations de journalistes. Parmi eux, nombre de médias et de professionnels, soit kurdes, soit abordant la question kurde » [17].

Finalement, la consultation des rapports annuels de l'Human Rights Association montre que le nombre de cas de torture et de mauvais traitements en Turquie est passé de 876 en 2002 (date de l'accession au pouvoir de l'AKP) à 1835 en 2009 (soit plus du double) [18].

Erdogan et Israël

Lorsqu'en 2009 Erdogan quitta en colère un débat public avec le président israélien à Davos, il est instantanément devenu le héros des arabes et des musulmans. Je lui ai même personnellement consacré un article élogieux, vantant la témérité et la bravoure de son coup d'éclat en faveur du peuple palestinien qui venait de vivre le massacre de Gaza par l'armée israélienne [19]. Par la suite, l'épisode de la Flottille de la liberté qui a coûté la vie à neuf citoyens turcs en mai 2010 a envenimé les relations entre les deux pays et un état de quasi rupture des relations diplomatiques est actuellement en vigueur.

Mais qu'en est-il vraiment des relations entre Erdogan et l'état sioniste ?

En fait, la position d'Erdogan à l'égard d'Israël était claire dès son accession au pouvoir. Contrairement à son prédécesseur islamiste Necmettin Erbakan, il ne contestait pas l'alliance de son pays avec Israël [20]. Rappelons qu'en 1996, Erbakan avait refusé de ratifier un accord de coopération avec Jérusalem et tenta de suspendre des manœuvres navales turco-israélienne, contre l'avis de ses militaires.

La reconnaissance d'Israël par la Turquie ne date pas d'hier. C'est même le premier pays musulman à l'avoir fait dès 1949, ce qui fait dire à Noémie Grynberg : « …depuis près de 60 ans, les deux pays entretiennent des relations diplomatiques et coopèrent dans de nombreux domaines. Israël et la Turquie partagent beaucoup d'intérêts communs : économique, énergétique, stratégique, militaire, politique » [21].

Quant à Erdogan, il a largement favorisé et dynamisé les relations entre les deux pays. Entre 2002 et 2009, la plupart des groupes israéliens renforcent leur présence en Turquie et les contrats bilatéraux atteignent 2,5 milliards de dollars. En parallèle, l'armée israélienne a activement contribué à la modernisation des forces armées turques, en particulier l'aviation [22].

D'autres « incongruités » sont à signaler dans la politique turque actuelle vis à vis d'Israël. La première, médiatisée, concerne l'acceptation en octobre 2011 de l'aide israélienne lors du récent séisme qui a touché la région turque de Van. La seconde, passée sous silence, est en relation avec l'incendie du Carmel, en Israël. La Turquie avait envoyé deux avions pour lutter contre l'incendie en décembre 2010, alors que les relations « officielles » étaient au plus bas [23].

Mais le geste qui réjouit probablement le plus Israël est l'acceptation par la Turquie d'accueillir l'installation antimissile américaine que l'OTAN va déployer dans le territoire turc pour contrecarrer les éventuelles attaques iraniennes [24]. En plus, selon le journal turc Hurriyet, les données recueillies par les radars seront directement transmises aux Israéliens, décision qui a enchanté Ehoud Barak, ministre israélien de la défense : « La Turquie n'est pas en train de devenir un ennemi d'Israël » a-t-il déclaré.

Sur ce même sujet, un haut responsable américain a reconnu que « le déploiement du bouclier antimissile est la plus grande coopération entre la Turquie et les États-Unis au cours des vingt dernières années » [25]. Le récent déploiement de drones américains Predator en Turquie et la vente imminente d'hélicoptères d'attaque pour lutter contre les séparatistes kurdes du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan ou Parti des travailleurs du Kurdistan) [26] est certainement une forme de remerciement pour la collaboration turque dans le dossier du bouclier antimissile.

Cette décision a fait bondir aussi bien l'Iran que la Russie. Le premier a prévenu qu'elle attaquerait les installations turques en cas de menace [27]. La seconde a déclaré qu'elle songeait à déployer ses missiles vers le site antimissile turc [28].

La politique turque du « zéro problème avec nos voisins » vient d'en prendre un sacré coup. Et ce n'est pas le seul.

Erdogan et le néo-ottomanisme

En créant la Turquie moderne, Mustafa Kemal Ataturk a non seulement enterré l'empire Ottoman, mais a aussi tourné le dos au Moyen-Orient. « Messieurs et citoyens !... Sachez bien que la République turque ne peut pas être le pays des cheikhs, des derviches, des disciples, des adeptes. Le chemin le plus droit est celui de la civilisation » disait-il.

Cette situation à prévalu avec tous ses successeurs et s'est poursuivie jusqu'à la prise du pouvoir par l'AKP qui va opter pour un repositionnement géostratégique, mais sans jamais renoncer au rêve de voir un jour la Turquie faire partie de l'Union Européenne. L'esclandre d'Erdogan à Davos en est certainement un acte hautement symbolique mais probablement aussi un geste médiatique à saveur populiste. Ce revirement turc vers les pays de l'ancien empire Ottoman s'explique par le fiasco du panarabisme, « la faiblesse du bloc arabe qui se dispute le leadership (Égypte, Arabie saoudite et Syrie), l'échec du projet US du grand Moyen-Orient remodelé, la quasi inexistence de l'Europe dans la région et les difficultés actuelles du régime iranien » [29].

Le changement de cap de la politique étrangère de la Turquie a été initié par Erdogan, mais s'est accéléré avec la venue d'Ahmet Davutoglu, un universitaire très respecté, nommé ministre des Affaires étrangères en mai 2009. Surnommé « Mr. Zero Problems » par la presse anglophone, il prône la doctrine de « zéro problème » avec son voisinage proche. Cette politique d'ouverture vers le monde arabo-musulman nommée « néo-ottomanisme » marque un changement considérable par rapport à l'idéologie kémaliste.

La récente participation de la Turquie à un forum arabo-turc organisé au Maroc, en marge d'une réunion de la Ligue arabe consacrée à la Syrie, en est une illustration.

Pourtant, en plus d'avoir des relations privilégiées avec les États-Unis, la Turquie est membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe et frappe toujours à la porte de l'Union Européenne. D'ailleurs, n'avait-il pas cité Ataturk, en 2002, le soir même de la première victoire de l'AKP [30] ?

Erdogan et le « printemps arabe »

C'est probablement une application éclairée de la politique « zéro problème » avec les voisins qui a motivée la relative indifférence d'Erdogan au commencement des révoltes de la rue arabe. En effet, ce n'est que le premier février 2011, entre le départ de Ben Ali et celui de Moubarak, qu'il a apporté son soutien aux manifestants arabes. Quelques jours plus tard, il atténua cette timide déclaration en « affirmant qu'il n'avait pas non plus l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays arabes » [31].

Même son implication dans la guerre civile libyenne fut précédée d'une longue hésitation, mais il finit pas « suivre » la France et la Grande-Bretagne [32].

Cette hésitation est compréhensible car les échanges avec ce pays étaient si importants que 26 000 turcs y étaient présents. Mais une autre raison, plus « sentimentale » celle-là, peut être avancée : le 1er décembre 2010, il a reçu, à Tripoli, le prix Kadhafi des droits de l'homme décerné par le colonel Kadhafi, soit quelques mois à peine avant l'engagement de la Turquie en faveur des rebelles du Conseil national de transition libyen (CNT) qui ont fini par assassiner sauvagement le « guide » libyen [33].

Le 3 juillet 2011, le chef de la diplomatie turque, M. Ahmet Davutoglu, reconnaissait le CNT, lui offrit un prêt de 100 millions de dollars et prit le contrôle de la banque turco-libyenne A&T Bank dont la Libyan Foreign Bank possède environ les 2/3 des parts. « Mr. Zero Problems » venait d'enterrer une seconde fois sa politique de « bon voisinage ».

Pragmatique et soucieux de maintenir un taux de croissance dans les deux chiffres, Erdogan effectua, entre le 12 et 16 septembre, un voyage dans les pays du « printemps arabe » : l'Égypte, la Tunisie et la Libye. Il était accompagné d'une imposante délégation composée de 280 hommes d'affaires, sept ministres et de nombreux conseillers. Sans états d'âme, le néo-ottomanisme passe nécessairement par le « business » [34].

L'implication de la Turquie dans les évènements syriens est autrement plus épineuse car, dans ce cas, il s'agit d'un réel « voisin » avec lequel il partage une frontière, une histoire et un contentieux territorial.

Le rapprochement entre la Syrie et la Turquie s'est matérialisé en 2004 lors d'une visite officielle de Bachar El-Assad qu'Erdogan considérait, jusqu'à naguère, comme un ami personnel. Cette visite fut suivie par la signature, en septembre 2009, d'un accord de coopération bilatérale et l'institution d'un Conseil de coopération stratégique [35]. Le conflit territorial concernant la province du Hatay, actuellement sous domination turque mais revendiqué par la Syrie, a constitué la pomme de discorde entre les deux pays. Ironie du sort, c'est dans cette province que quelques milliers de réfugiés syriens sont actuellement cantonnés, sous protection turque.

Comme dans le cas libyen, la décision de rompre le dialogue et de soutenir les insurgés contre le régime en place n'est pas venue naturellement. Elle a été prise le 21 septembre 2011, aux États-Unis, à l'issue d'un entretien avec le président Obama et en « coordination » avec l'administration américaine. Moins d'un mois après, Davutoglu rencontra officiellement à Istanbul le Conseil national syrien (CNS), organisme représentant les différentes sensibilités de l'opposition syrienne qui compte dans ses rangs des Kurdes syriens [36]. Étrange partition que joue « Mr. Zero Problems », hébergeant des Kurdes syriens « révoltés » contre le gouvernement syrien et bombardant, pendant une bonne partie de l'été dernier, les Kurdes du PKK « révoltés » contre le gouvernement turc !

Le rôle actif de la Turquie dans la déstabilisation du régime syrien et dans son aide inconditionnelle aux dissidents syriens se concrétise de jour en jour. Comme une intervention de l'OTAN sous l'égide de l'ONU n'est pas envisageable à cause des vetos russe et chinois, une autre solution est en préparation. En effet, des officiers français de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et britanniques du MI6 (Service de renseignements extérieurs) sont actuellement en Turquie, dans la région frontalière avec la Syrie, pour former les premiers contingents de l'Armée syrienne libre à la guérilla urbaine. D'autre part, les trafics d'armes aux frontières de la Syrie sont tolérés, voire favorisés par les Français et les Turcs [37].

Il est clair qu'Erdogan a mené son pays sur la voie de la prospérité économique et lui a donné une indéniable importance géostratégique. Cependant, force est d'admettre que cela n'a pu se faire qu'en pratiquant une politique de « double jeu ». Prôner la liberté d'expression et persécuter les journalistes ; se lancer dans des diatribes contre Israël et continuer, en catimini, à commercer avec ce pays ; prêcher une politique de « bon voisinage » et œuvrer dans la déstabilisation des voisins ; se proclamer néo-

ottomaniste et continuer à être kémaliste ; se tourner vers l'Orient tout en gardant des relations privilégiées avec l'Occident (en particulier les États-Unis, la France et la Grande Bretagne) ; considérer les autocrates arabes comme des amis et accepter leurs prix tout en n'hésitant pas à les laisser tomber lorsque le moment de choisir son camp se fait sentir.

Est-ce de la clairvoyance, du réalisme politique ou de l'opportunisme ? Je vous laisse le soin d'en tirer les conclusions.

Au fait, j'ai omis de vous dire que mon voyage sur les rives du Bosphore s'est très bien déroulé. La Turquie est réellement un beau pays et, en ce temps, même les boules de cristal les plus omniscientes ne pouvaient prédire ce fameux « printemps arabe ».

Source :
http://www.ahmedbensaada.com/index.php ?option=com_content&view=article&id=144 :le-double-jeu-de-recep-tayyip-erdogan&catid=37 :societe&Itemid=75

[1] Tom Zeller Jr, « YouTube Banned in Turkey After Insults to Ataturk », The New York Times, 7 mars 2007.

[2] AFP, « YouTube bientôt accessible en Turquie », Le Figaro.fr, 30 octobre 2010.

[3] Le Monde.fr, « La plate-forme Blogger bloquée en Turquie ».

[4] AFP, « Turquie : croissance de 11% au T1 », Le Figaro.fr, 30 juin 2011.

[5] Élections en Europe, « Recep Tayyip Erdogan - Biographie », 29 mai 2011.

[6] Sophie Shihab, « Erdogan, l'homme du nouvel ordre turc », Le Monde.fr, 11 novembre 2011.

[7] ONU-Habitat, Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humain, Rapport du Directeur exécutif, « Activités du Programme des Nations Unies pour les établissements humains », 21 janvier 2011.

[8] Etienne Copeaux, « Erdogan destitué et incarcéré », Esquisses sur la Turquie des années 90, 10 octobre 2011.

[9] Voir note 6

[10] Voir note 5

[11] Le Monde.fr, « Forces et faiblesses de l'AKP de Recep Tayyip Erdogan », 12 juin 2011.

[12] Voir note 6

[13] Ali Bayramoglu, « La démocratie turque en danger », Le Monde.fr, 11 novembre 2011.

[14] Hamit Bozarslan, Vincent Duclert et Ferhat Taylan, « Le tournant liberticide turc », Le Monde.fr, 11 novembre 2011.

[15] Alain Franchon, « Les tribulations d'un Turc dans le monde arabe », Le Monde.fr, 23 septembre 2011.

[16] AFP, « Turquie : début du procès de deux journalistes jugés pour complot », L'Express.fr, 22 novembre 2011.

[17] Reporters sans frontières, « Classement mondial 2010 ».

[18] Human Rights Association, « 1999-2009 comparative summary table », Human Right Violation in Turkey.

[19] Ahmed Bensaada, « La valse à quatre temps de Amr Moussa ou l'évanescence de l'arabité politique », Le Quotidien d'Oran, 12 février 2009.

[20] L'Express.fr, « L'étrange M. Erdogan », 7 novembre 2002.

[21] Noémie Grynberg, « Tayyip Erdogan : la Turquie laïque deviendrait-elle islamiste ? », Noémie Grynberg.com.

[22] Michel Gurfinkiel, « Turquie-Israël/ De l'alliance à la confrontation », Michel Gurfinkiel.com, 6 juin 2010.

[23] Gérard Fredj, « Turquie - Israël : l'aide humanitaire aux cotés de ses ennemis », Israël Infos, 27 octobre 2011.

[24] Voir note 15

[25] Infos d'Almanar, « Presse turque : la data du bouclier anti-missile sera transmise à…Israël », 8 octobre 2011.

[26] Institut Kurde de Paris, « Des drones américains basés en Irak repositionnés en Turquie », 14 novembre 2011.

[27] AFP, « L'Iran, si menacé, prendra pour cible la Turquie », Lalibre.be, 26 novembre 2011.

[28] Le Nouvel Observateur, « Medvedev : la Russie pourrait déployer ses missiles en réaction à la stratégie américaine en Europe », 23 novembre 2011.

[29] Jean-Baptiste Beauchard, « La Turquie ou le retour de l'Empire ottoman au Proche-Orient », Alliance Géostratégique, 15 mars 2010.

[30] Voir note 20

[31] Jean Marcoux, « L'expérience turque de transition politique, un modèle pour l'Égypte post-Moubarak ? », LeJMed.fr, 12 février 2011.

[32] Voir note 15

[33] Daniel Pipes, « Erdogan accepte "le prix international Al-Kadhafi pour les droits de l'homme" », Daniel Pipes.com, 28 février 2011.

[34] Joséphine Dedet, « Printemps arabe : Erdogan superstar », Jeune Afrique, 21 septembre 2011.

[35] Voir note 29

[36] AFP, « La Turquie a rencontré officiellement le Conseil national syrien », L'Express.fr, 18 octobre 2011.

[37] Claude Angeli, « Une intervention limitée préparée par l'OTAN en Syrie », Le Canard Enchaîné, 23 novembre 2011.

Ahmed Bensaada, Montréal (Canada)
7 décembre 2011.

http://www.silviacattori.net:80/article2485.html

Ahmed Bensaada, Montréal (Canada)
7 décembre 2011.

1-2 Les révolutionnaires turcs avec la Syrie de Bachar.
Communiqué du Front populaire de Turquie (Halk Cephesi) à propos de la Syrie et du rôle criminel joué par le gouvernement AKP.
A NOTRE PEUPLE! A TOUS LES PEUPLES DU MONDE!

L'impérialisme recourt au mensonge et à l'intimidation pour envahir la Syrie!

Les sanctions votées par les serviteurs des États-Unis n'ont aucune légitimité!

L'agression visant la Syrie est une attaque contre l'ensemble du Moyen-Orient et des peuples du monde !

Le 27 novembre, 19 des 21 États membres asservis à l'impérialisme de la Ligue arabe ont décidé d'adopter des sanctions économiques contre la Syrie.
Le ministre (turc NDT) des affaires étrangères et porte-parole de ses serviteurs américains Ahmet Davutoglu a déclaré soutenir cette décision de la Ligue arabe en affirmant qu'il fallait que « nous travaillons (sic) de toutes nos forces pour mettre un terme à l'oppression du régime syrien contre son peuple ».

La décision prise conjointement par les États serviles du Moyen-Orient et le pouvoir AKP nest pas celle des peuples de Turquie. Elle résulte de décisions prises par l'impérialisme américain et européen et dictées à leurs serviteurs.

Ces sanctions qui consistent à priver le peuple syrien de produits de première nécessité tels que les ressources énergétiques, les médicaments et la nourriture visent à condamner le peuple à la famine, aux épidémies et à la mort.

Des mesures semblables avaient été imposées au peuple irakien, entraînant la mort de 500.000 enfants.

Officiellement, les impérialistes souhaitent une « démocratisation » et des « réformes » dans une Syrie gouvernée par le « dictateur » El-Assad. En réalité, ils souhaitent que le gouvernement syrien se plie à l'ordre mondial américain et que la Syrie devienne un État néocolonial.
Les impérialistes et leurs collaborateurs, assassins des peuples du monde, y compris de leurs propres peuples, n'ont aucune leçon à donner à la Syrie. Leurs exigences concernant la Syrie na donc aucune légitimité.

La demande faite à la Syrie par des régimes réactionnaires et fascistes qui dans leurs propres pays n'appliquent pas même le « D » de la démocratie n'est qu'imposture et ineptie.

Il est intéressant de constater que les pressions anti-syriennes viennent surtout du gouvernement collabo d'Erdogan qui a fait de notre pays le centre de commandes des agressions et des conspirations contre les peuples.

Hier encore, l'administration Erdogan parrainait des conférences avec de prétendus « opposants » et « rebelles » libyens qui n'étaient en réalité que leurs agents et dont l'objectif était de planifier des attaques et des massacres. Aujourd'hui, ils font de même avec de prétendus « opposants » et « rebelles » syriens.
Les impérialistes sèment aujourd'hui le chaos en Syrie en assassinant des centaines de personnes par l'intermédiaire de leurs agents et de leurs mercenaires. Comme en Libye, ils arment des collabos qui sont chargés de semer la terreur. Ensuite, ils se plaignent de manière démagogique du « sang versé ».
L'impérialisme et ses nervis sont ainsi les seuls responsables pour chaque goutte de sang versée en Syrie. Nous voyons aujourd'hui que les prétendus « opposants » qui ne sont que de vulgaires collabos sont armés, structurés et formés par les impérialistes et leurs États satellitaires. Ceux que l'on nomme « l'Armée syrienne libre » ne sont rien d'autre qu'une organisation de mercenaires et d'agents à la solde des États-Unis, de la France et de l'Angleterre.
Sous prétexte du « sang versé » et de « crimes contre humanité, ils veulent soumettre la Syrie.

Les plaignants sont les impérialistes qui ont fait de notre planète une marée de sang, ces messieurs dont l'avidité est une caractéristique de leur nature colonialiste et qui convoient honteusement les richesses des pays souverains. Là où ils fourrent leur nez, ils sèment la mort, la faim, la misère et la décadence.

Ces ennemis des peuples sont les seuls responsables de la situation en Syrie.

Peuples de Turquie, peuples du monde

Au moment où il accuse El-Assad d'opprimer son peuple, le pouvoir fasciste de l'AKP mène une répression jamais égalée contre nos peuples. Dans notre pays, la faim et la répression sont galopantes. Nous sommes le pays qui compte le plus de prisonniers politiques au monde. Ses 30 dernières années, 40.000 personnes ont été tuées par la répression d'état. La moindre revendication sociale est reçue avec des gaz lacrymogènes. Les guérilleros sont assassinés à l'arme chimique. Notre patrie est devenue le QG des impérialistes. Les directives du FMI et de la Banque mondiale imposées par le gouvernement à nos ouvriers et nos employés constituent la plus grande agression sociale de notre histoire. Les droits acquis sont confisqués un à un.

Voilà ce que veulent faire les impérialistes avec la Syrie : une nouvelleTurquie. Quant au gouvernement AKP, il veut imposer à la Syrie un pouvoir collabo à son image. Ce pouvoir servile leur permettra de pomper allègrement le sang du peuple.

Le président El-Assad affirme qu'il résistera à toute intervention impérialiste et que sil le faut, il mourra. A cette attitude anti-impérialiste honorable et patriotique, Tayyip Erdogan a utilisé des propos hautains et arrogants. Ce qu'Erdogan pense ridiculiser, c'est le patriotisme, l'anti-impérialisme. Cette attitude d'un valet de l'hyper puissance étasunienne comme Erdogan est plutôt attendue. Les serviteurs des intérêts US comme lui étant incapables d'aimer leur patrie et leur peuple, ils n'oseraient jamais risquer leur vie pour ceux-ci.

Peuples de Turquie et du monde !

Pour pousser le gouvernement dEl-Assad à la capitulation, ils disent à présent : « Les jours d'El-Assad sont comptés », « C'est la fin pour le gouvernement El-Assad » ou encore « il faut arrêter l'effusion de sang ».

Lancées depuis des décennies voire des siècles par les empereurs et leurs vassaux, les sommations telles que « Cessez de résistez » ou « capitulez » sont les plus vénéneux des messages.

Pour autant, les impérialistes ont beau assassiner les peuples et renverser les pouvoirs qui leur opposent une résistance, leurs menaces n'empêchent pas les patriotes de résister, de défendre leur honneur, leur peuple et leur patrie au péril de leur vie.

Quelle que soit sa force, l'impérialisme ne pourra vaincre les peuples dont le combat est juste et légitime.

Aujourd'hui, résister à l'impérialisme est la plus noble, la plus juste e tla plus légitime mission du monde.
Cette mission est désormais sur les épaules des peuples de Syrie et dugouvernement dEl-Assad.

Peuples du monde, peuples de Turquie !

L'agression qui vise la Syrie est une agression contre tous les peuples du monde. Face au bellicisme impérialiste, notre camp et nos rangs sont ceux du peuple syrien et du gouvernement dEl-Assad.

Unissons-nous et luttons pour la victoire!

Impérialistes et collabos sanguinaires, bas les pattes de la Syrie!
Le Moyen-Orient appartient aux peuples du Moyen-Orient!

A bas l'impérialisme et ses valets!

FRONT POPULAIRE DE TURQUIE (HALK CEPHESI)
Le 30 novembre 2011

L'original du communiqué sur le site de Halkin Sesi (Voix du peuple) est accessible via le lien suivant :

http://dossiers-du-bip.fr/index.html

---

2 Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 René Naba : La crédibilité de l'opposition syrienne à l'épreuve du parrainage franco -turc.

L'affaire syrienne est symptomatique des dérives mentales et politiques de l'ensemble arabe et de ses crispations ethnico-religieuses. Au delà des vives critiques fondées sur les nombreuses tares du pouvoir syrien, il faut savoir raison garder.

L'affirmation peut paraitre monstrueuse, mais elle correspond néanmoins à la réalité. Le clan Assad, Hafez puis Bachar, a assuré la stabilité de la Syrie, au terme d'une double décennie turbulente marquée par pas moins de huit de coups d'état téléguidés depuis Beyrouth ou Amman (1), mais cette stabilité a été obtenue au prix d'un autoritarisme sans faille tout au long d'un règne cumulé de quarante ans qui a gangréné la vie publique du pays, faute de respiration politique, faute de régénérescence démocratique.

Quiconque a eu affaire à la bureaucratie tatillonne de la Syrie a pu mesurer instantanément l'état de délabrement de son administration, le conformisme de ses médias, l'omniprésence des services de sécurité, les turpitudes du régime, son hermétisme, son autarcie, son népotisme, ainsi que son fort degré de corruption, comparable d'ailleurs en cela aux autres régimes arabes, même les plus proches de la grande démocratie américaine.

De ce fait, Bachar Al Assad (3) a eu incontestablement un retard à l'allumage. Il n'ignorait pas que son pays était dans l'œil du cyclone, que la dynastie wahhabite nourrissait des visées à l'encontre de la Mosquée des Omeyyades depuis le coup de force anti nassérien de Ma'amoun Kouzbari, représentant de la bourgeoise compradore, en 1961, au coup d'état anti bassiste du général Salim Hatoun, en 1966, en pleine phase du détournement des eaux du Jourdain par Israël, au soulèvement islamique de Hama, en 1982, réprimé par le propre beau frère de l'actuel Roi Abdallah d'Arabie, le Général Rifa'at Al Assad, frère du président syrien de l'époque Hafez Al-Assad. Il n'ignorait pas non plus que les Etats-Unis et l'Arabie attendaient la première occasion pour récupérer le pouvoir pour le compte des sunnites, dont l'alliance Rafic Hariri, ancien premier ministre sunnite du Liban, Abdel Halim Khaddam, vice président sunnite de la république syrienne, n'en était que le signe précurseur. Pas ignorer surtout que les revers militaires successifs d'Israël face au Hezbollah libanais, en 2006, puis face au Hamas palestinien à Gaza, en 2008, de même que le retrait sans gloire des Américains de l'Irak, fin 2011, reportait sur la Syrie le poids de la revanche visant à briser l'épine dorsale de l'axe de résistance à l'hégémonie israélo-américaine.

Il devait accomplir son «printemps de Damas» dans la foulée de son investiture présidentielle, en 2001, plutôt de subir dix ans plus tard les contrecoups des soulèvements arabes de l'hiver 2010; Pourquoi avoir rejeté les initiatives d'opposants, tels l'alaouite Riad Seif, le chrétien Michel Kilo, le sunnite Haitham Al-Maleh, ou encore et surtout «le Mandela syrien», le communiste Riad Turk, tous d'authentiques patriotes nullement suspectés de la moindre velléité conspirationniste? Pourquoi n'avoir pas réprimé les appétits de sa coterie familiale, les prétentions abusives de sa sœur Bouchra qui se rêvait Première Dame de Syrie en substitution de l'épouse du président, Asma, infiniment plus populaire et pertinente, ou la rapacité de son cousin Rami Makhlouf? Pour avoir trop tardé à engager les réformes, bridé les tendances réformistes qui lui étaient prêtées, ménager les intérêts de son clan au détriment de ceux de son pays, Bachar Al Assad récolte une tempête populaire à l'effet de réduire à néant sa magistrale maîtrise de la manœuvre diplomatique face à l'offensive israélo-américaine visant à remodeler un «Grand Moyen Orient». L'opprobre qui le frappe son pouvoir risque d'emporter son pouvoir et son clan, implosant le projet nationaliste dont il est porteur, son bien le plus précieux.

Mais cela ne justifie en aucun cas la mise à l'index de la Syrie, sa mise au ban du Monde arabe par une conjuration de cloportes qui tendent à placer sur le même pied Israël et la Syrie pour se dédouaner à bon compte d'une servitude vomitive à l'égard du couple israélo-américain. Non, au grand jamais, non, Israël et la Syrie ne partagent pas le même intérêt. L'Etat hébreu cherche à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour, la Syrie à se dégager du nœud coulant glissé autour de son cou pour la forcer à la reddition. Israël est l'auteur d'un plan de balkanisation du Monde arabe adopté comme feuille de route par Washington, alors que la Syrie s'applique à le mettre en échec.

C'est à Damas, en effet, que Khaled Mechaal, le chef du Hamas, -alors boycotté par Amman, Le Caire et Ryad et quelque peu négligé par ses frères musulmans égyptiens-, a trouvé aide et refuge et que le chef Kurde Jalal Talabani, président actuel de l'Irak, a trouvé protection diplomatique face à la répression du sunnite baasiste Saddam Hussein, donnant à la Syrie la possibilité de refreiner les tendances centripètes de l'irrédentisme kurde dans le nord de l'Irak. C'est la Syrie, qui a accueilli à bras ouverts, sans conditions, au risque de déstabiliser l'équilibre démographique du pays, près de deux millions de réfugiés irakiens, dégâts collatéraux de l'invasion américaine de l'Irak, fuyant les exactions de l'armée irakienne et de leurs supplétifs kurdes sans le moindre soutien financier arabe ou international. C'est la Syrie enfin qui a fait office de «verrou arabe du Liban» au moment de l'offensive israélo-américaine visant à instaurer un axe Le Caire Beyrouth Tel Aviv par la signature d'un traité de paix libano israélien, en 1983, sous la présidence du phalangiste Amine Gemayel; C'est encore la Syrie qui a servi d'hinterland stratégique au Hezbollah chiite libanais et au Hamas sunnite palestinien dans leur guerre asymétrique contre Israël;

Beaucoup savent gré à la Syrie, par son alliance de revers avec l'Iran chiite, d'avoir évité que le conflit irako-iranien ne dégénère en un conflit entre Arabes et Perses pour le plus grand bénéficie de l'ennemi officiel du Monde arabe; gré à ce point d'ancrage du «Front de refus arabe» d'avoir assuré la relève de l'Egypte défaillante, en maintenant vivace la flamme du combat nationaliste et irréductible le refus de l'hégémonie israélienne; gré d'avoir préserver les intérêts à long terme du monde arabe, sans s'inféoder à une logique de vassalité avilissante, sans hypothéquer ses choix stratégiques, sans aliéner sa souveraineté et son indépendance; Gré, enfin, d'avoir constitué le refuge ultime quand la quasi totalité des pays arabes plongeait dans la logique de la soumission à l'axe israélo-américain. Peu de pays arabes peuvent se targuer de pareils palmarès.

Aucune justification toutefois ne saurait tenir lieu d'excuse absolutoire, ni le complexe d'encerclement, réel, dont la Syrie fait l'objet, ni les manœuvres de déstabilisation, répétitives, dont il est la cible de la part de l'aile dure du trône wahhabite, ni les campagnes de dénigrement, effectifs, dont il est l'objet de la part de la presse conservatrice arabe et ses alliés occidentaux. Nul projet nationaliste, si exaltant soit-il, ne saurait justifier la captation des richesses d'un pays au profit d'une personne, si nécessaire soit il à la protection du pouvoir. Nul projet nationaliste, si glorieux soit il, ne saurait justifier la mise sous observation permanente de son peuple, la mise en coupe réglée son pays. Et cette position privilégiée ne saurait se vivre en rente de situation. La réforme s'impose, radicalement, sous peine de dénaturation du projet nationaliste, en dépit des menées de la contre révolution téléguidée par l'Arabie saoudite et le concours de Robert Ford, ambassadeur des Etats-Unis à Damas, l'assistant de John Negroponte à Bagdad du temps où l'ancien chef des services des renseignements américains, le déstabilisateur du régime sandiniste du Nicaragua, était à l'œuvre en Irak (2003-2004).

La Syrie doit turbuler, personne ne le conteste. Mais il est choquant qu'un pays qui a soutenu trois guerres contre Israël, la première puissance militaire de la zone, soit sanctionné dans l'allégresse par des anciens confettis de l'empire français, que le sort de la Palestine, le point focal du contentieux entre Orient et Occident, la ligne de fracture majeure entre l'Occident et le Monde arabo musulman, soit notamment confié à Djibouti, dont la principale activité se réduit à la consommation du Qat et à la location d'une base franco américaine, ainsi qu'aux îles Comores, dans le giron français de l'Océan indien, à des milliers de kms du champ de bataille. Monumentale supercherie qu'il importe de dénoncer sans ménagement en ce qu'elle constitue une insulte à la démocratie et à l'intelligence humaine.

Que le Qatar, dont le quart de la superficie est occupé par une base américaine, prenne la tête de la croisade contre un des principaux pays du champ de bataille, que la mise en quarantaine de la Syrie soit décidée par une coalition de huit monarchies vassaux de l'Amérique, antidémocratiques, de surcroît pour la plupart des alliés souterrains d'Israël, -de la Jordanie, au Maroc-, en association avec la Libye, la nouvelle plateforme occidentale, constituent une insulte aux sacrifices des milliers de soldats morts dans les conflits israélo-arabes, aux dizaines de milliers de militants torturés dans les geôles arabes pour l'avènement de la démocratie, particulièrement dans les pétromonarchies du Golfe. Les remous suscités au sein d'«Al Jazira» dans la couverture parcellaire des révolutions arabes, axée depuis peu davantage

sur la Libye et la Syrie que sur Bahreïn ou le Sultanat d'Oman, avec la spectaculaire démission d'une des vedettes chaine transfrontière arabe Ghassane Ben Jeddo, en porte témoignage. Mais comparaison n'est pas raison et nul ne saurait se prévaloir des turpitudes d'autrui.

Les décisions de la ligue arabe sont obérées et son fonctionnement faussé par la prépondérance monarchique. Les huit monarchies disposent en effet du tiers bloquant des voix et sont en mesure de peser sur les décisions majeures engageant l'avenir du Monde arabe, alors qu'ils sont les principaux bénéficiaires des coups de butoir d'Israël contre le noyau dur du monde arabe. Elle fait office de vecteur de sous-traitance de la stratégie occidentale. Dans son fonctionnement actuel, elle est antidémocratique, qu'il importe de dénoncer sans la moindre réserve. Son nouveau secrétaire général, M. Nabil Al Arabi en est la meilleure preuve en ce que ce cacique de l'ancien régime Moubarak a doublement servi, d'abord en tant que membre de la délégation qui avait accompagné Sadate à Jérusalem, en 1977, puis en tant que représentant de l'Egypte sous Moubarak aux Nations-Unies.

A-t-on d'ailleurs jamais vu la Ligue Arabe voté une motion de défiance à l'égard de l'Amérique pour sa partialité dans le conflit israélo-palestinien? Le zèle pétro monarchique contre la Syrie est inversement proportionnel à la passivité déployée par les gérontocrates lors de la destruction de Beyrouth et du sud Liban en 2006, par les Israéliens, et de Gaza, en 2008. Il est donc frappé d'une lourde suspicion. L'Islam pétrolier doit être dénoncé avec la même virulence que ne le sont les dérives de la Syrie et de sa féroce répression des manifestations populaires; dénoncé pour ce qu'il est: Un islam pétrolier atlantiste et maléfique en ce qu'il instrumentalise l'organisation pan arabe, dans une politique qui a précipité le Monde arabe dans une régression épouvantable, sous couvert de régénérescence démocratique du «printemps arabe».

Soyons donc prudents avec les stratégies occidentales. L'Afghanistan a été sinistré, l'Irak aussi et il n'est pas indifférent de relever, dans ce contexte, que les quatre pays arabes qui se sont abstenus de voter des sanctions contre la Syrie, -L'Algérie, l'Irak, Le Liban et le Yémen- sont des pays qui ont eu à pâtir d'une guerre civile et qu'ils sont donc avertis du prix des ingérences étrangères et du coût humain, économique et social pour leur pays.

La déstabilisation de la Syrie vise à compenser le basculement de l'Egypte dans le camp de la contestation arabe et à rompre la continuité stratégique entre les diverses composantes de l'axe de la résistance à l'hégémonie israélo américaine en coupant les voies de ravitaillement du Hezbollah au sud Liban. L'effet secondaire est de détourner l'attention sur la phagocytose de la Palestine par Israël avec la complicité des états occidentaux. Il est faux d'affirmer dans ce contexte une communauté d'intérêts entre la Syrie et Israël; Non Israël et la Syrie ne partagent pas le même intérêt. L'Etat hébreu cherche à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour, la Syrie à se dégager du nœud coulant glissé autour de son cou pour la forcer à la reddition. Israël viole en toute impunité la loi internationale, La Syrie la subit. Israël a annexé la quasi-totalité de la Palestine. La Syrie victime d'un arbitraire colonial, amputé de son territoire arbitrairement par la France, au bénéfice de la Turquie, du temps de son mandat sur le pays, dont elle recherche cent ans après à y reprendre pied par une opération de déstabilisation sous couvert de démocratie.

A-Les griefs … Le Golan, Tiran et Sanafir

Quatre des principaux griefs contre la Syrie portent sur l'instauration d'une «dynastie républicaine», l'opacité de son système politique, sa présumée passivité à propos du Golan, une accusation constamment véhiculée par les Frères Musulmans, de même que sa prédation de l'économie libanaise au cours des trente ans de sa présence au pays voisin.

-La succession dynastique doit être prohibée, mais ce principe doit s'appliquer sans exception à Bachar Al-Assad, certes, mais aussi à Saad Hariri, qui a succédé à son père Rafic Hariri, sans la moindre préparation, à la tête d'un pays situé à l'épicentre du Moyen orient. A Ali Bongo dont la France a truqué les élections pour favoriser le maintien du clan à la tête de l'état gabonais. A Joseph Kabila jr et Mobutu,

qui s'y prépare en Afrique. A Amine Gemayel, élu à l'ombre des blindés israéliens en remplacement de son frère assassiné Bachir, lui même élu à l'ombre des blindés israéliens. A Nicolas Sarkozy qui a veillé à propulser son fils Jean à la tête de l'EPAD (Hauts de Seine). A Hosni Moubarak qui se préparait à passer la main à son fils Jamal, avec la bénédiction des occidentaux dont Sarkozy saluera le courage de son départ, sans le moindre mot pour la courageuse lutte du peuple égyptien.

La libre détermination des peuples est un droit sacré inaliénable. Mais ceci doit s'appliquer en Syrie, comme en Palestine. Au Kosovo, au sud Soudan, comme au Sahara Occidental.

-Le Golan: La disproportion des forces provoquée par la défection de l'Egypte, son basculement proaméricain et son retrait du champ de bataille ont conduit le régime syrien a développé la stratégie de la Moumana'a, substituant au choc frontal le choc oblique, la guerre périphérique et asymétrique à la guerre classique. Si le plateau du Golan n'a pas été récupéré, son chef lieu chef, Quneitra, l'a été au terme de la guerre d'octobre 1973, une restitution infiniment plus importante que ne l'ont été les territoires saoudiens sous occupation israélienne: Les îlots de Tiran (80 km2) et de Sanafir (39km2), à l'entrée du Golfe d'Akaba sur la Mer rouge, occupés depuis 44 ans, sans que les Etats-Unis, le meilleur allié tant d'Israël que de l'Arabie saoudite, ne lève le plus petit doigt pour en obtenir la restitution ou que le royaume wahhabite en fasse la requête. La libération du Golan est, certes, un impératif au même titre que les autres lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem, y compris la Mosquée «Al Aqsa» dont le Roi d'Arabie en a le devoir en sa qualité de «gardien des lieux saints» musulmans.

Le Liban: La prédation de l'économie libanaise par les Syriens pendant trente ans est un fait incontestable. Mais cette captation de richesses a été faite en partenariat avec une classe affairiste pro occidentale dont les chef de file auront été Rafic Hariri, l'ancien premier ministre sunnite assassiné, et Walid Joumblatt, chef druze du parti socialiste progressiste, sous l'autorité des figures de proue de la présente opposition syrienne, notamment Abdel Halim Khaddam, en charge du dossier libanais pendant trente ans, dont la France s'honorerait de le poursuivre en justice pour enrichissement sans cause.

B- La France, la Turquie, le contentieux d'Alexandrette sur fond d'une opposition syrienne amnésique.

L'opposition syrienne, qui se veut la relève d'un pouvoir pourri, se doit d'être exempte de tout reproche. Elle paraît frappée d'amnésie, oublieuse de l'histoire de son pays, oublieuse d'inscrire son combat dans la continuité de sa mémoire historique. Faire cause commune avec le philosophe Bernard Henry Lévy, l'un des adversaires les plus résolus des aspirations légitimes des peuples arabes en ce qu'il avoue agir, sans ambages, par «fidélité au sionisme et à Israël» relève d'une grave aliénation mentale d'autant plus déplorable que, sous couvert de «combat de l'Islam des Lumières» contre « l'Islam des ténèbres», il vise à constituer une ceinture d'états vassaux à Israël. Se vautrer dans le giron des anciens bourreaux de la Syrie, la France et la Turquie, les artisans de son démembrement par l'amputation du district syrien d'Alexandrette et son rattachement à la Turquie, constitue une insupportable insulte à la mémoire de Youssef Al Azmeh et aux 310 martyrs tombés sur la champ d'honneur de Maysaloun, face à l'occupant français, en 1920, bataille fondatrice de la conscience nationale syrienne; une insulte aux milliers d'Algériens carbonisés à Sétif (1945), aux centaines de morts de Suez (1966) du fait de l'agression tripartite franco-anglo-israélienne, de Bizerte (1958) et d'ailleurs.

Comment s'adonner ainsi sans retenue à un pays, la France, qui n'a cessé de nourrir de visées à l'égard de son ancienne possession, dont elle cherche près d'un siècle après son mandat onusien à y reprendre pied; confier sans la moindre hésitation la mission de restaurer la démocratie en Syrie à un pays, pourtant propulsé par des pulsions xénophobes cycliques du Code noir de l'Esclavage, au Code de l'indigénat, aux expositions ethnologiques, aux pensions de guerre cristallisées des anciens combattants basanés, sans compter les stigmatisations lapidaires permanentes, du «Bougnoule au sauvageon», «des bruits aux odeurs», «du karcher aux moutons que l'on égorge dans les baignoires». S'adonner sans la moindre pudeur à un président, Nicolas Sarkozy, dont le projet phare l'Union Pour La Méditerranée visait à constituer un front arabo israélien contre l'Iran, dont la mandature s'est attelée à éradiquer méthodiquement toute sensibilité pro palestinienne de l'administration préfectorale et de l'audiovisuel

extérieur français avec la mise à l'écart de Bruno Guigue (administration préfectorale), l'éviction de Richard Labévière (Média) et de Wahib Abou Wassel, seul palestinien du dispositif médiatique extérieur, et, la promotion concomitante de personnalités au philo sionisme exacerbé de Bernard Kouchner (Quai d'Orsay), Pierre Lellouche (Affaires européennes), Dominique Strauss Khan (FMI), Arno Klarsfeld (Matignon, puis Office National de l'Immigration), François Zimmeray, ancien vice-président de la commission d'études politiques du CRIF, Ambassadeur pour les Droits de l'homme, Dov Zerah, (Agence française pour le développement), Christine Ockrent (pôle audiovisuel extérieur), Philippe Val (France inter), enfin, Valérie Hoffenberg, présidente de la section française de l'American Jewish Committee, chargée de suivre le volet économique des négociations israélo-palestiniennes.

La priorité revient aux opposants de l'intérieur, particulièrement Michel Kilo, interdit de paroles à Paris, Fayez Samara, Haitham Al Maleh, Riad Turk, Riad Seif, cinq militants qui n'ont jamais déserté le combat sur le terrain, payant de leur liberté leurs convictions. La présence d'opposants de la dernière heure dans la galaxie de l'opposition, de surcroît imposés par l'étranger, en la circonstance parachutés par la France au terme d'une carrière exclusivement bureaucratique, sans aucune tradition de lutte, émargeant alternativement sur le budget de l'administration française ou sur celui de la Ford Foundation, à la remorque du forum de Bilderberg, l'organisation tricontinentale atlantiste, relève d'un opportunisme méprisable à l'effet de réhabiliter, à bon compte, le rôle particulièrement négatif de la France dans la zone, maitre d'œuvre de l'institutionnalisation et du confessionnalisme politique et de son instrumentalisation corrosive.

Ce parachutage doublé de l'aménagement d'une plateforme opérationnelle de la DGSE dans le nord du Liban en vue former des opposants syriens à des opérations commandos contre le pouvoir alaouite, en pleine violation de la souveraineté libanaise, répond au double souci de Paris (2) de disposer d'un levier d'influence au sein de l'opposition syrienne, en même temps qu'il vise à bonifier auprès des Arabes l'image du plus pro israélien des dirigeants français; de renflouer Saad Hariri, au moment l'ancien premier ministre sunnite libanais, en pleine déconfiture politique, a choisi curieusement Tripoli, le chef lieu du Nord Liban, au mépris de tous les usages, pour y célébrer, avec une semaine de retard, la Fête Nationale Libanaise; une action d'éclat destinée à redorer le blason de ce fugitif permanent, par l'aménagement d'une zone sécurisée visant à l'établissement d'un corridor humanitaire en direction de la Syrie, dans une démarche qui représente le degré ectoplasmique de la politique.

Curieux comportement d'une opposition syrienne qui pactise avec ses bourreaux la France et la Syrie. Curieux comportement d'une opposition syrienne qui tolère dans ses rangs la présence de personnages sulfureux tels Abdel Halim Khaddam, le prédateur du Liban, et le général Rifa'at Al -Assad, le boucher de Hama. Curieux comportement que de faire alliance avec le principal artisan du blocus de Gaza, le principal soutien aux dictateurs méditerranéens de Ben Ali de Tunisie à Moubarak d'Egypte, ses partenaires dans le projet d'Union Pour la Méditerranée. Curieux comportement que celui de la France qui menace la Syrie des foudres de la Guerre pour une psychanalyste assignée à résidence, Rafah Nached, et se prosterne devant le roitelet d'Abou Dhabi qui a embastillé depuis cinq ans un professeur de la Sorbonne, Nasser Bin Ghaith, et quatre de ses collègues, oubliant que l'Université n'est pas seulement prestataire de services d'enseignement ou de recherche, mais un sujet moral.

La France qui se préoccupe de légiférer sur les binationaux, voire même de fonder une «allégeance aux armes» pour s'assurer de la loyauté de citoyens jouissant de la double nationalité, ne s'embarrasse guère de considérations opportunistes. La dualité qui frappe l'un des porte paroles de l'opposition syrienne est comparable à celle qui avait prévalu en Géorgie avec la transmutation en 2003 de l'ambassadrice de France en Tbilissi, Salomé Zourabichvili, en ministre des Affaires étrangères de la Géorgie, en 2004, avant d'être « démissionnée » fin 2005, pour cause de mésentente de la transfuge franco géorgienne avec la présidente du parlement. Elle est comparable à celle qui frappe le binational franco israélien, Arno Klarsfeld, réserviste de l'armée israélienne et directeur de l'Office national de l'Immigration. Des bouffons, il n'en manque pas en France à tous les niveaux de la classe politique et de la haute administration.

Que l'opposition syrienne ne commette pas les mêmes erreurs que l'égyptien Anouar el Sadate, l'irakien Saddam Hussein ou le libyen Mouammar al- Kadhafi. Sadate a répudié l'alliance stratégique de l'Egypte avec l'URSS, le pays qui lui a pourtant fourni les armes de la victoire pour le franchissement du Canal de Suez, en 1973, pour se rallier aux Etats-Unis. Il a été assassiné par les protégés de l'Amérique. Saddam Hussein a engagé une guerre meurtrière et ruineuse de dix ans contre l'Iran pour fixer, pour le compte des pétromonarchies sunnites, la révolution chiite islamique iranienne, avant d'être lâché et abattu par ses bailleurs de fond. Mouammar Kadhafi a dévoilé tout un pan de la coopération nucléaire inter arabe aux services occidentaux pour sauver sa tête. Il n'a bénéficié que d'un sursis. Il a été lynché et son trésor de guerre confisqué, son héritier présomptueux, Seïf Al Islam, qui voulait moderniser la Libye selon le schéma occidental capturé avec l'aide des services anglais, signant la fin de la dynastie.

Réclamer l'intervention de la Turquie, au prétexte d'une identique communauté religieuse sunnite, dresse, d'une part, le constat d'une incapacité des Arabes à régler leurs propres différends hors de toute interférence étrangère. Il révèle, d'autre part, la complaisance malsaine des Arabes à l'égard des turpitudes anciennes de la Turquie, laquelle, pendant cinquante ans, en tant que partenaire stratégique d'Israël, a constitué la deuxième manche de la tenaille qui étranglait le Monde arabe et entravait sa libération et son développement. L'appartenance de la Turquie au sunnisme n'a pas constitué un obstacle dirimant à son alliance de revers avec Israël, un pays considéré par la majorité des sunnites comme l'«usurpateur de la Palestine».

La Turquie n'est pas si désintéressée que cela en cela en ce qu'au-delà des constructions théoriques, le choix atlantiste de la Turquie repose sur un pacte tacite conclu avec le camp occidental, fondé sur l'occultation de la responsabilité de la Turquie dans le génocide arménien en contrepartie de l'implication de ce pays de culture musulmane non seulement dans la défense du «Monde libre» face à l'Union soviétique, mais aussi dans une alliance stratégique avec Israël contre le Monde arabe.
Son zèle vise à s'emparer du leadership sunnite régional du fait de la défaillance saoudienne et égyptienne afin de se poser en gardien du dogme de l'orthodoxie sunnite face aux hérétiques chiites iraniens comme en témoigne l'installation sur son sol du bouclier anti missiles dirigé principalement contre l'Iran, la Russie et la Syrie avec à l'arrière plan le vœu secret de régler la question kurde par l'aménagement d'une zone autonome en territoire syrien dans la zone de Jisr al Choughour. La géographie des minorités de Turquie sous tend sa géopolitique. Héritage de l'Empire Ottoman, la Turquie est un pays multi ethnique et multi religieux. Consubstantiels à son histoire, la problématique des minorités arméniennes et kurdes a longtemps conditionné les choix diplomatiques de la Turquie post Atatürk, quand bien même ils étaient masqués du halo de la modernité et de l'occidentalisation.

La promotion de la Turquie au rôle de pôle de référence diplomatique régionale vise à compenser en outre, aux yeux des Occidentaux, les déboires d'Ankara dans ses vaines tentatives d'intégrer l'Union européenne, de compenser l'humiliation de se voir signifier que l'édifice européen est exclusivement réservé aux blancs, dans la pire tradition de la ségrégation raciale «for white only». Il n'est pas indifférent de noter que les quatre pays arabes qui se sont abstenus de voter des sanctions contre la Syrie, -L'Algérie, l'Irak, Le Liban et le Yémen- sont des pays qui ont eu à pâtir d'une guerre civile et qu'ils sont donc avertis du prix des ingérences étrangères et du coût humain, économique et social pour leur pays.

Au-delà des fanfaronnades du nouveau Field Marshall du Monde arabe, l'Emir du Qatar, la balkanisation du Monde arabe est en œuvre dans le droit fil des schémas israéliens et américains. «La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front Est; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats. La Syrie va se diviser en plusieurs états suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chiite; la région d'Alep, un Etat sunnite; à Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du Nord : les Druzes constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Hourân et en Jordanie du Nord. Cet Etat garantira la paix et la sécurité dans la région» se proposait déjà comme objectif la stratégie israélienne depuis la décennie 1980 (5).

Gardons nous donc d'un emballement comparable à celui qui s'est manifesté, dans la décennie 1980, avec des militants enthousiastes s'engageant dans le Djihad, dans un combat pour la démocratie et la libération de l'Afghanistan du joug soviétique. Un combat mené, à six mille kms du champ de bataille de la Palestine, le champ de la véritable bataille, sans diriger le moindre pétard mouillé vers les territoires occupés.

Le partenariat que cherche à promouvoir les Etats-Unis avec les Frères Musulmans ne résulte pas d'un amour immodéré pour les Musulmans, mais vise à livrer une compensation au rabais des turpitudes antérieures à leur égard, notamment en ce qui concerne la question palestinienne; à assurer la pérennité de l'économie du marché dans les pays arabes, qu'ils jugent plus assurée par les régimes islamiques que par un système nationaliste contestataire avec son cortège de syndicats et de revendications professionnelles et patriotiques. La docilité de l'Arabie saoudite à l'égard des menées américaines s'explique ainsi pour une large part par la crainte d'une nouvelle partition du Royaume, une menace régulièrement brandie en catimini par Les Etats-Unis et théorisée par le lieutenant-colonel américain, Ralph Peters, dans la revue militaire américaine, AFJ (Armed Forces Journal), en juin 2006, préconisant la constitution d'un état islamique dans la province du Hedjaz, sur le périmètre qui englobe les Lieux saints de La Mecque et Médine, ainsi que le détachement de la province chiite du Hassa et son rattachement à l'état chiite d'Irak (6).

C- Purger le non dit

Aucun régime arabe ne bénéfice de la confiance populaire, pas plus le syrien Bachar Al-Assad que le saoudien Abdallah Ben Abdel Aziz. Mais que l'opinion internationale, particulièrement française et arabe, se focalise exclusivement sur la Syrie paraît indécent, sauf à y purger un non dit permanent des relations inter arabes, à savoir: Bachar al Assad est Haram parce que alaouite, et le Roi d'Arabie, tout lui est Halal, parce que sunnite. Ceci pourrait expliquer sans toutefois la justifier la duplicité occidentale qui fait qu'une semaine de répression en Arabie saoudite, en octobre 2011, avec près de 80 morts, ne soulève pas la moindre protestation, de même qu'au Yémen et au Bahreïn.
La crainte se fait jour que ne survienne une troisième vague de colonisation du Monde arabe par les Occidentaux, avec le concours, cette fois, des supplétifs arabes: Sud soudan, Irak, Libye, blocus de Gaza… la liste est longue des coups de force occidentaux contre la souveraineté arabe et la sécurisation de son espace national. Le combat pour l'avènement de la démocratie dans le monde arabe incombe au premier chef, non aux gérontocrates repus, mais à l'ensemble de la communauté des citoyens démocratiques du Monde arabe dans un large front fédérant les diverses composantes de la société, ouvriers, artisans, agriculteurs, professions libérales, chrétiens et musulmans, du Machreq ou du Maghreb, laïcs ou religieux, jusque même les intellectuels enfin sortis de leur léthargie et de leur servilité…….tant il est vrai que de «Min Yafa Ila Beyrouth Cha' bon Wahad Lan yamout». (De Yafa à Beyrouth un peuple unique ne saurait mourir).

Beaucoup d'observateurs de la guerre civile du Liban (1975-1990) gardent le souvenir vivace des campagnes psychologiques de désinformation et de diabolisation pour ne pas inciter à la prudence. La duplicité occidentale est un fait, le double standard de son langage aussi, de même que le jeu trouble de BHL, le chef de file de la stratégie médiatique israélo-américaine sur le théâtre européen.

L'Arabie, de notoriété publique, a de tout temps privilégié la survie de la dynastie wahhabite au détriment de la sécurisation de l'espace national arabe. Épargnons-nous donc les indignations vertueuses qui masquent souvent des protestations sélectives. Gardons nous d'une nouvelle méprise comparable, par ses dégâts, à l'exaltation qui s'est emparée de larges factions de la population arabe et musulmane, la décennie 1980, lors du «djihad» anti soviétique d'Afghanistan, avec les conséquences désastreuses sur le monde arabe et musulman, en ce que le principal bénéficiaire de cette opération, Les Etats-Unis, font barrage à l'admission de la Palestine à l'ONU, tandis que la victime, la Russie, s'applique à faire reconnaitre la légitimité internationale de l'Etat de Palestine.

Appliquons à la Palestine ce que l'on exige de la Syrie. Une zone tampon, des observateurs étrangers pour sécuriser la population civile, l'interdiction de recourir aux forces armées pour la répression des manifestations, un couloir humanitaire. La Ligue arabe retrouvera alors sa crédibilité et cessera alors d'être perçue comme le faux nez de la politique de reconquête impériale occidentale de l'ensemble arabe. La planète cessera alors de prendre les Arabes pour des imbéciles à qui l'on peut faire prendre les vessies pour des lanternes.

Il y a des potences qui tardent à être dressées. «Le malaise arabe» provient aussi de ses reniements.

Références

1- Le décompte des 18 coups d'état dans le monde arabe entre 1945-2000: Huit pour la seule Syrie: Hosni Zaim, Sami Hennaoui et Adib Chichakli en 1949, Faysal Al-Attassi, février 1954, Colonel Nahlaoui auteur du coup d'état qui a entraîné la rupture syro égyptienne le 28 septembre 1961, Ziad Harari 8 mars 1963 qui inaugure la série des coups d'état baasistes présentés comme des corrections de trajectoire avec Salah Jedid, 23 février 1966 et Hafez Al-Assad, 15 novembre 1970. En deuxième position dans l'ordre putschiste, l'Irak avec quatre coups de force notamment celui de Abdel Karim Kassem contre le trône hachémite (14 juillet 1958), lui même sera renversé par le général Aref en 1961 avant que son frère ne lui succède à la suite de son décès accidentel et que celui-ci ne soit évincé à son tour par les baasistes, le tandem Ahmad Hassan Al-Bakr-Saddam Hussein en 1968. L'Egypte avec Farouk, en 1952, L'Imam Badr au Yémen, en 1961, le Liban avec le coup d'état avorté de la Saint Sylvestre 1961 mené par le parti populaire syrien, le Roi Senoussi en Libye en 1969, le Sultan Qabous d'Oman qui a évincé son père en 1971, de même que le cheikh Zayed d'Abou Dhabi qui a évincé son frère le cheikh Chakhbout ainsi que la Tunisie avec le coup d'état médical du général Ben Ali contre le président Bourguiba, en 1987, ainsi que l'Emir de Qatar qui a détrôné son père en juin 1995 ferment la liste des Etats putschistes.

2- La famille Assad- Le clan alaouite au pouvoir en Syrie est articulé autour de l'alliance scellée entre deux familles Al-Assad et Makhlouf, concrétisé par le mariage de Hafez Al-Assad et Anissa Makhlouf. Rami Makhlouf, cousin du président Bachar, est le fils du général Mohamad Makhlouf, pro consul de la région nord de Syrie du temps de la mandature de Hafez al Assad, qui choisit de soutenir le président, lors de la guerre fratricide qui opposa Hafez à son frère cadet Rifa'at, à l'époque chef des troupes spéciales «Saraya ad dif'a » responsable à ce titre de la répression du soulèvement de Hama, en 1982, qui fit plusieurs milliers de morts. Dénommé «Roi de Syrie» Rami Makhlouf est un richissime homme d'affaires. Il incarne, à ce titre, la corruption et le népotisme du régime.

Quant aux autres membres de la fratrie, L'ainé Bassel, destiné au départ à succéder à son père, a trouvé la mort dans un accident de voiture. Bouchra, l'unique fille de la famille, est l'épouse de Assef Chawkat, ancien chef des services de sécurité dont les Occidentaux réclamaient la tête en compensation de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Assef Chawkat entretient des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel. Réputée autoritaire, Bouchra passe pour nourrir une forte intimité à l'égard de l'épouse de Bachar, Asma, fille d'un médecin de la grande bourgeoisie syrienne, ancienne spécialiste des transactions boursières dans un établissement londonien, à la forte présence médiatique. Le frère cadet du fondateur de la dynastie, Rifa'at Al Assad, ancien vice président de la république, est entré en dissidence fin 1983. Il vit en exil en Espagne. Ses deux fils, Sumar et Ribal, organisent depuis Londres la campagne médiatique contre le régime via la chaine de télévision ANN TV, (Arab Network News). Deux autres cousins Mounzer et Fawwaz Al-Assad, fils de Jamil Al Assad, cousins germains du président, se comportent en chefs de milices dans les montagnes alaouites, berceau de la famille, à l'ouest du pays.

3- L'opposition syrienne: La fondation du Conseil National Syrien découlerait d'un accord entre Américains, Turcs et Frères musulmans. Son objectif st de fédérer les trois principales tendances de

l'opposition: « nationalistes », « libéraux » et « islamistes ». Présidé par Bourhane Ghalioun, cet universitaire basé à Paris, auteur d'un ouvrage critique sur le monde arabe «Le malaise arabe» (Editions la découverte) est assisté dans ses fonctions par Mme Basma Kodmani, ancienne attachée de recherche à l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales, le fortin atlantiste de la pensée stratégique de la diplomatie française, par ailleurs ancienne directrice pour le Moyen Orient de la Ford Foundation, dont elle a assumé les fonctions pendant cinq ans en Egypte avant de retourner à Paris présider l'initiative démocratique arabe, un institut de recherche opérant en collaboration avec des instituts européens et américains.

A-L'opposition interne:
Riad Seif (1946-): Ancien député, Alaouite, cet homme d'affaires syrien, réputé pour sa lutte contre la corruption, s'est signalé par sa dénonciation de l'attribution dans des conditions arbitraires d'une licence téléphonique au cousin du président Rami Makhlouf. Détenteur depuis 1993 de la franchise Adidas en Syrie, réputé pour son sens social, il a crée une garderie pour enfants pour ses employés, une cantine, des transports en commun entre l'entreprise et le domicile de ses employés. Son fils Lyad, 21ans, a péri dans des circonstances mystérieuses, le 2 août 1996, deux ans après cette dénonciation. Fondateur, en 2000, du «forum du dialogue national» (rassemblement d'intellectuels et de personnalités syriennes de la société civile, signataire de la «Déclaration de Damas pour le Changement National Démocratique Pacifique en Syrie», Il est arrêté pendant le «printemps de Damas». Le pouvoir avait alors signé une «autorisation spéciale» pour lever son immunité parlementaire et engager des poursuites. Il restera cinq ans en prison.
Riad al-Turk (1930-), un poids lourd de l'opposition interne. Surnommé le «Mandela syrien», ce symbole du communisme syrien a été emprisonné pendant 17 ans pour avoir dénoncé la répression contre les Frères Musulmans. Fondateur avec Jamal Al-Atassi, en 1979, du Rassemblement national démocratique, groupement de personnalités syriennes hostiles à la coalition au pouvoir autour du parti Baas. En 2005, il avait participé à la rédaction de la Déclaration de Damas du 16 octobre, réclamant un «changement démocratique et radical» du pouvoir de façon «pacifique et graduelle».
Haytham al-Maleh (1931-) Cet avocat islamiste modéré est un symbole des droits de l'homme en Syrie. De tendance conservatrice sociale et islamiste, ce sunnite a été arrêté et emprisonné de 1980 à 1986 car il plaidait en faveur de réformes constitutionnelles. Emprisonné plusieurs fois, interdit de voyager, il a créé, en 2002, une association de défense des droits de l'homme en Syrie. Il a été remis en liberté le 8 mars 2011 à la suite de l'amnistie pour les plus de 70ans, décidée par Bachar el-Assad.

B-L'opposition externe
Sur la problématique des «Frères musulmans à l'épreuve de la révolution» cf. à ce propos la série Egypte: Les Frères musulmans à l'épreuve de la révolution de René Naba

1ère partie: L'Arabie saoudite, le foyer de la contre-révolution arabe

http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution/

2eme partie: Le rôle mobilisateur de Saïd Ramadan

http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution-2/

3eme partie: Les Frères Musulmans aux portes du pouvoir

http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution-3/

Abdel Halim Khaddam (1932-), Sunnite ministre des Affaires étrangères, puis vice président de la République sous Hafez Al-Assad, il sera l'un des plus fermes opposants à la politique d'ouverture

prônée par Bachar à la succession de son père, dont il redoutait les conséquences comparables à la perestroïka soviétique. Logeant dans l'ancienne résidence de l'armateur grec Aristote Onassis, gracieusement mise à sa disposition par la famille Hariri, à Paris, il a fait alliance avec les Frères Musulmans syriens, la bête noire du régime et mène, depuis Paris, une opposition syrienne en exil, après avoir été le proconsul syrien au Liban dont il assurera la ponction de son économie en partenariat avec Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais assassiné. Fondateur en 2006 du Front de Salut national (FSN), il est condamné par contumace en 2008 par un tribunal militaire syrien pour avoir notamment «organisé un complot en vue de renverser le pouvoir politique».

4-Selon le Canard enchaîné, dans son édition du 23 novembre, 2011 des officiers de la DGSE, le service de contre-espionnage français, ont été envoyés au nord du Liban et en Turquie avec pour mission d'instruire et de structurer les « contingents » de l' »Armée syrienne libre », censée regrouper des « milliers » de « déserteurs » syriens. Et dont le chef nominal, le colonel Ryad al-Asaad, se trouve précisément réfugié en Turquie depuis deux mois. L'activisme français a donné lieu à une réplique de la Russie qui a dépêché trois bâtiments de sa flotte au large du port syrien de Tartous pour une mission de collecte de renseignements et de neutraliser les manœuvres de la France contre un pays anciennement sous son mandat, qui a constamment tenu la dragée haute en soixante ans d'indépendance.

5 -Stratégie pour Israël dans les années 1980. Document publiée article par la Revue d'Etude Palestiniennes au printemps 1982, à trois mois avant l'invasion israélienne du Liban. Pour l'intégralité de ce document sous ce lien ((http://www.renenaba.com/revue-d%E2%80%99etude-palestiniennes-n%C2%B0-14-fevrier-1982; Ce document fourni par Israël Shahak, ancien président de la Ligue israélienne des Droits de l'Homme, est également paru dans Kivunim (Orientations), n° 14, février 1982 (Revue publiée par le Département de l'Organisation Sioniste mondiale, Jérusalem). Dans sa préface, Israël Shahak avait attiré l'attention des lecteurs sur la proximité entre cette «stratégie pour Israël» et la pensée néoconservatrice américaine, la même qui présidera à la politique étrangère des Etats-Unis depuis l'accession de George W. Bush au pouvoir. L'éclatement de l'Irak, les tensions communautaires dans la plupart des pays arabes, l'annexion aussi de Jérusalem et d'une bonne partie de la Cisjordanie dotent l'article d'Oded Yinon, vingt-cinq ans après sa publication, d'une funeste actualité.

6- Le Pentagone redessine le monde: L'article de ce militaire américain, intitulé «Frontières ethniques, que faire pour améliorer le Moyen-Orient», part du principe qu'il faut lever le tabou de la sacro-sainte frontière inamovible. Pour l'auteur, les nouvelles frontières doivent se modeler en fonction du critère ethnique et confessionnel. Même s'il n'est pas possible de tracer des frontières respectant la totalité des particularismes en tout genre nombreux et numériquement très variables, il faut pour Ralph Peters se rapprocher au maximum de ce concept. Comme il le souligne: «Nous parlons de difformités énormes faites par les hommes qui n'arrêteront pas de générer la haine et la violence tant qu'elles n'auront pas été corrigées.» Dans son esprit, il s'agit de remettre radicalement en cause les frontières nées des Accords Sykes-Picot de 1916 préparant le démantèlement de l'Empire ottoman.

En observant l'ensemble de cette zone en partant de la péninsule Arabique, on constate immédiatement le démantèlement du royaume d'Arabie saoudite. Les propos de l'auteur sont très clairs à l'égard d'un pays qui a bénéficié de la protection américaine suite aux discussions entre le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud, le 14 février 1945, à bord du croiseur USS Quincy. Désormais, le royaume d'Arabie saoudite passe à la trappe. Deux grandes entités territoriales échappent à l'autorité de Riyad.

Sur la côte Ouest, il s'agit de créer un « Etat sacré islamique ». Comme le précise Ralph Peters dans des propos lourds de conséquences: «La cause principale de la large stagnation du monde musulman réside dans le traitement réservé à la Mecque et à Médine considérés comme leur fief par la famille royale saoudienne. Les lieux saints de l'Islam soumis au contrôle de la police d'Etat de la part d'un des plus bigots et oppressifs régimes au monde ont permis aux Saoud (ndlr: la famille régnante d'Arabie saoudite) de projeter leur croyance wahhabite à la fois intolérante et disciplinée au-delà de leurs frontières. [...] Imaginez comme le monde musulman se sentirait mieux si la Mecque et Médine étaient dirigés par un Conseil représentatif tournant issu des principales écoles et mouvements de l'Islam dans le

monde au sein d'un Etat sacré islamique — une sorte de super Vatican musulman — où l'avenir de la foi serait débattu au lieu d'être arbitrairement fixé». Ce point est capital puisqu'il révèle la volonté de réformer l'Islam afin de l'adapter aux principes occidentaux. Une sorte «d'Islam des Lumières» élaboré au cœur de cet Etat sacré islamique permettrait de rayonner sur l'ensemble du monde musulman et de remodeler les esprits afin qu'ils épousent pleinement la philosophie mondialiste. Il est vrai que contrôler les esprits a toujours permis de contrôler les hommes.

C'est d'ailleurs dans le même ordre d'idée que l'on retrouve ces mesures préconisées par la fondation Bertelsmann, think tank allemand qui, dans ses travaux débattus dans le cadre des «discussions de Kronberg» en 2002 et 2003 (Europe, the mediterranean and the Middle East, strengthening responsibility for stability and development et Die Zukunft der europäischen Politik im Nahen Osten nach dem Irak Krieg), relève l'inadéquation de l'Islam à l'évolution du monde moderne et prône une refonte des mentalités et la remise en cause des frontières. Ces recommandations allemandes soulignent aussi la convergence des buts à atteindre de part et d'autre de l'Atlantique pour refondre entièrement le Moyen-Orient. Il est vrai aussi que les concepts ethno-confessionnels développés par Ralph Peters cadrent parfaitement avec la vision ethniciste germanique. Sur la côte du golfe Persique, c'est la province de Hassa dont la population est majoritairement chiite qui est détachée de l'Arabie saoudite et intégrée à un «Etat chiite arabe», vestige d'un Irak littéralement explosé.

L'application de cette mesure entraînerait la mort économique du royaume car c'est à cet endroit que se concentre l'essentiel de l'extraction des hydrocarbures autour de la triade Dammam-Dharhan-Al-Khobar. L'Etat chiite arabe verrait ses réserves pétrolières et gazières monter en flèche et deviendrait incontournable car, outre les vastes ressources de Hassa et de la production off-shore, il faudrait ajouter celles de la région de Bassora (ex-Irak) et des provinces arabes iraniennes, détachées de Téhéran, riches en hydrocarbures jouxtant le Chatt el-Arab (Arabes chiites du Khouzistan et Arabes sunnites du Bouchir). De plus, Riyad perdrait ses provinces du Sud (Jizrane, Najran et l'Assir) au profit du Yémen, territoires acquis en 1934 lors du Traité de Taëf, et qui ont conservé leur identité yéménite. Enfin, la curée sera complète avec l'octroi d'une façade maritime à la Jordanie.

Armed Forces Journal (AFJ) est une revue affiliée à un véritable empire de la presse militaire américaine. Fondé en 1863, ce mensuel s'adresse aux officiers des Etats-Unis traitant de sujets aussi variés comme: la technologie militaire, la logistique, la stratégie, la doctrine ou encore la tactique. AFJ est coiffé par une maison mère, Army Times Publishing Company, dont les publications s'articulent autour de trois axes: 1) The Military Times Media Group qui publie : Army Times, Navy Times, Air Force Times et Marine Corps Times, 2) The Defense News Media Group, groupe mondial des revues de défense et qui publie : Defense News, Armed Forces Journal (AFJ), Training & Simulation Journal et C4ISR Journal (renseignement, surveillance et reconnaissance); Enfin 3 The Federal Times, hebdomadaire d'informations traitant des nouvelles technologies et des sujets financiers. Depuis le 1er août 1997, Army Times Publishing Company est une filiale d'un groupe encore plus puissant, la société Gannett. Fondé en 1906 par Frank Gannett, cet empire de presse et des médias publie aux Etats-Unis près de 90 quotidiens dont les plus connus sont USA Today et USA Weekend et contrôle 22 stations de télévision. Ses activités débordent aussi au Royaume-Uni puisque 17 quotidiens sont sous son influence. L'ensemble génère des revenus financiers colossaux estimés à 7,6 milliards de dollars pour 2005.

Pierre HILLARD http://www.armedforcesjournal.com/2 Publication originale : Balkans Infos, n°113, septembre 2006.

www.renenaba.com est un média indépendant qui ne perçoit ni de rémunérations ni de la publicité, et ne relève ni d'un éditeur, ni d'un groupe de presse. La vraie valeur ajoutée du blog réside précisément dans son indépendance tant intellectuelle que financière. Les sites relais qui rediffusent nos papiers ne répercutent pas leurs recettes sur notre production, le prix de son indépendance, la marque de notre indépendance. La progression constante de notre lectorat, sa configuration, ses exigences, constituent pour www.renenaba.com une marque de confiance renouvelée à l'effet de nous inciter à aller de l'avant,

animés d'une volonté inébranlable de poursuivre sans concession le combat pour la dignité des hommes et la souveraineté des peuples.

René Naba |

02.12.11

http://www.renenaba.com:80/la-credibilite-de-l'opposition-syrienne-a-l'epreuve-du-parrainage-franco-turc/

2-2 Oulala : Les Coups d'Etat pour la "démocratie"
Après la Libye, après la Syrie, la Russie est sur la sellette - et à la marge, la Chine, en permanence d'ailleurs. Les Médias s'en donnent à coeur-joie : Tout est bon pour dresser l'opinion "internationale" (notamment à travers des supports comme France24) contre les pays ciblés pour leur non-alignement ou (et) convoités pour leurs ressources. On va même jusqu'à nous apitoyer sur le sort d'enfants torturés et tués, soi-disant, par les Syriens fidèles à leur dirigeant. Un peu gros, quand même ! Les montages habiles ne nous feront pas oublier toutes les jeunes victimes des guerres néo-coloniales de l'OTAN...
La Syrie est dans le collimateur. Et son protecteur russe, aussi, à la faveur des dernières élections. Toutes les occasions sont saisies pour discréditer un pays refusant les diktats de l'Occident ; La Russie, avec son véto à l'ONU, avec ses navires de guerre postés près de la Syrie, avec ses Poutine rebelles au grand désordre établi - la Russie, donc, gêne. Elle est désormais ciblée par ceux, à Washington, à Londres, à Tel-Aviv - ou à Paris, maintenant - qui ne veulent surtout pas d'un monde multipolaire, non-aligné. Comment venir à bout d'une puissance récalcitrante comme la Russie, de surcroît dirigée par un homme à poigne, sinon en la minant de l'intérieur ? Et là, la stratégie qui a enfanté les révolutions de couleurs ou "de velours", entre en jeu. Encore et toujours ; La Libye vient d'en faire les frais, le Vénézuela a failli en faire les frais, la Biélorussie aussi, et la Syrie est ciblée ; Avec les conséquences que l'on connaît, pouvant déboucher sur une guerre civile meurtrière dument préparée par les apprentis sorciers "usraéliens", comme disent les blogueurs engagés. Car si l'on ne parle jamais d'Israël, il faut savoir que cet Etat, en toute discrétion, mène le bal, en coulisses, un peu partout, pour défendre le modèle qui lui est cher : Militaro-financier. Et la France de Sarkozy (acoquinée avec le pseudo philosophe BHL) a emboîté le pas... et même pris la tête de ces croisades "humanitaires" ou pour la "démocratie" - car il faut bien parer de toutes les vertus les ingérences néo-coloniales meurtrières et prédatrices.

Alors, comment prépare-t-on l'éclatement d'un pays, sa dislocation, comment concocte-t-on les grands changements géo-politiques, comment élabore-t-on ces "révolutions" pour "la démocratie" qui ne profitent, en définitive, qu'au Cartel bancaire et aux Multinationales de mort (Armement, Chimie, Nucléaire, pétrole, reconstruction etc) ainsi qu'à leurs exécutants ? Il faut distinguer deux périodes : Celle des Révolutions oranges, roses, jaunes, de velours... hier, et celle des guerres "humanitaires", aujourd'hui, chères aux Kouchner et aux néo-conservateurs de tous poils.

Les révolutions de couleurs

Georgie, Ukraine, petite Serbie, Kirghistan... souvenez-vous !

Le scénario est identique. Je rappelle au passage ce que j'ai constaté de mes yeux à la télévision - retour en arrière : En Ukraine, les manifestants, gelés, guettent le moment de donner l'estocade au Régime pro-Russe. Au Journal de Fr2 de 13 h, on annonce que les opposants au régime ont froid, et que des Organisations "juives" charitables se chargent de leur permettre de tenir en leur offrant des soupes bien chaudes. On n'a pas l'habitude de voir ce type d'associations se pencher sur le sort des "goys" (Non-Juifs). Je me suis demandé pourquoi les citoyens Juifs étaient pris d'une soudaine fringale de solidarité...

Plus tard, j'ai compris qu'un pipe-line était en projet dans la région, entre autres. En cherchant bien, on s'aperçoit toujours que le pétrole n'est pas loin... mais pas seulement. Or donc, au Journal de 20 h de l'inénarrable Pujadas, la même information est passée, avec un mot en moins : "Juives". Des Associations charitables (désintéressées, bien sûr !) pourvoyaient au nécessaire des manifestants opposés au régime soutenu par la Russie. Depuis, les Juifs, ou les Médias, se sont faits plus discrets. On ne fait pas une boulette deux fois. Mais moi, ce jour-là, j'ai commencé à m'interroger sur le rôle des Juifs en Ukraine, et dans les autres révolutions... En fait, pour tout dire, si on ne parle jamais d'Israël, ou évidemment du Mossad, il n'en sont pas moins très présents, et actifs. Passons...

Jusqu'à la fin des années 70, c'était la CIA qui orchestrait les changements stratégiques, comme au Chili d'Allende. On se souvient du sinistre Plan Condor, entre autres. Puis la tâche fut confiée à des Organisations ou à des Fondations américaines attachées à la promotion de l'Economie de Marché, comme le National Democratic Institute for International Affairs ou l'Open Society Institute également connu sous le nom de Fonds Soros, travaillant en collaboration avec les Mouvements locaux d'Opposition. Un objectif essentiel : Accroître l'influence américaine en Eurasie au détriment de celle de la Russie, comme en Georgie, qui d'ailleurs reçoit une aide militaire de Washington... et de Tel-Aviv.

Les ONG ont vite pris le relais, dument mandatées par les bailleurs de fonds internationaux pour promouvoir l'économie de marché... et la "démocratie". Avec le soutien des Ambassades (on comprend mieux la colère des Iraniens, connaissant le rôle plus qu'ambigu de ces Officines anglo-saxonnes ou israéliennes, surtout attachées à déstabiliser les pays rebelles à leur dictature impériale).

Le prétexte est toujours le même : Des élections "truquées". On mobilise les masses, les opposants, on les structure, on les fédère, et les Médias prennent le relais comme instruments de propagande. Les représentants des fondations américaines ou des ONG se chargent d'exporter la "démocratie", d'apporter, clés en mains, soutien et dirigeants formés outre-Atlantique - élaborant, en liaison avec les Agents de Renseignement et avec les Diplomates sur place, les stratégies "gagnantes", celles qui permettront de mettre en place les marionnettes dociles comme en Georgie.

A chaque fois, les leaders sont des étudiants éblouis par les mirages de l'Occident (les jeunes sont d'ailleurs plus malléables), leur Mouvement a un logo, une couleur, des tee-shirts, des moyens de communication - il y a tout un "marketing", toute une panoplie. La Révolution, le coup d'Etat se fait "en douceur", en appliquant les consignes de Gene Sharp, théoricien de la Révolution non violente. Dans ses écrits, il explique comment neutraliser l'Armée fidèle au Régime en place, comment fraterniser avec la Police, comment retourner les fonctionnaires locaux. Les leaders étudiants sont envoyés en stage aux Etats-Unis, on leur explique comment prendre le pouvoir. Au besoin, d'ailleurs, les responsables de Mouvements de jeunes sont achetés. L'Oncle Sam ne lésine jamais sur les moyens... Complot de l'Occident, ou pas ? A chacun de décider...

Les interventions "humanitaires", le droit d'ingérence

Avec des hommes comme Kouchner, avec les néo-conservateurs, la stratégie évolue, particulièrement lorsqu'il s'agit de régimes "coriaces", bien implantés, populaires auprès de leur population - en Libye, par exemple. Le droit d'ingérence, de faire la guerre pour la paix ou pour des raisons humanitaires, ce droit-là se substitue désormais aux plans de Révolutions "douces", de couleurs. Si la stratégie diffère, les buts sont les mêmes (géopolitiques, de contrôle et de prédation), et les méthodes aussi, finalement, mais plus musclées. Voici donc venu le temps des interventions, déstabilisations en tous genres, chaos, guerres civiles, et même guerres. A l'occasion des dernières élections, la Russie est désormais ciblée, de l'intérieur, en attendant mieux (ou pire). Les projecteurs des Médias aux ordres sont braqués sur Poutine. Il faut dire que l'homme est retors, il ne se laisse pas manipuler et il est attaché à son pays. Tout est fait dans le but de le déconsidérer pour mieux l'abattre, ensuite. Vous avez dit ingérence ?

Le même scénario est appliqué à tous les pays non-alignés ou représentant un défi stratégique pour l'Occident : Les opposants et les étudiants sont ciblés, puis formés voire achetés ; Les Mouvements de

dissidents sont encouragés ; Les réseaux sociaux sont amplement utilisés pour répandre la "bonne parole" civilisatrice. La pseudo démocratie (à base d'alternance de partis quasiment identiques) est imposée - bien peu démocratiquement. Gorbatchev, l'homme de l'Occident plutôt que celui de la Russie, prêche aujourd'hui contre les "élections truquées", et plaide pour leur annulation. Sa voix ne porte pas en Russie, car elle est largement déconsidérée. Mais le bonhomme intervient : Tout est diligemment répercuté par les Médias collabos. En sous-mains, les Fondations US et les ONG financent la dissidence. Il s'agit d'exporter le modèle occidental, même s'il n'est pas compatible avec les valeurs du pays (comme dans les pays arabes ou en Russie - ce pays, par exemple, lui préfère "l'homme fort").

Quel processus de "démocratisation" ? La colère des opposants, quels qu'ils soient, est instrumentalisée et relayée par les Médias ; les manifestations sont pilotées depuis Washington, Londres, Tel-Aviv et le Paris de Sarkozy ; les Ambassades sont détournées de leur fonction originelle pour susciter les coups d'Etat - comme en Syrie ou en Iran - et renverser les régimes indépendants ou hostiles ; la jeunesse est conditionnée ou corrompue par les Agents étrangers ; Internet est abondamment utilisé pour servir les changements souhaités ; des volontaires sont envoyés - libyens du CNL pour la Syrie, par exemple, ou turcs ; les pressions se multiplient, bien ciblées ; les débats sont encouragés ; les ONG sont largement utilisées...

Et quand cela ne suffit pas, dans un deuxième temps, et c'est ce qui caractérise cette nouvelle période, des combattants ou pire encore des mercenaires sont infiltrés, de pseudos attentats sont provoqués (par exemple contre les Chrétiens d'Orient, afin de les dresser contre leurs amis arabes ou musulmans désignés comme responsables), l'ingérence devient armée, comme à la frontière de la Syrie, ou au sein même du pays...

Colin-Powell lui-même n'hésitait pas à parler, à propos des ONG, d' "équipes de combat" (On comprend mieux pourquoi Poutine les a chassées, événement que les Médias ont présenté comme une atteinte insupportable à la démocratie). Les Révolutions sont de moins en moins douces, et de plus en plus "musclées", armées. A partir de la chute du Mur de Berlin (remplacé par celui de l'Argent), le droit d'ingérence "humanitaire", ou pour la paix, est invoqué afin de justifier les interventions militaires occidentales. Une fois le Cheval de Troie en place, la déstabilisation se mue en guerre civile puis en guerre - comme en Libye, comme en Syrie, bientôt. Tout est bon pour imposer la démocratie, même les bombardements - et la ruine d'un pays très prospère comme la Libye de Kadhafi. Les Industriels de la reconstruction se frottent les mains, et le Pentagone aussi. Place aux prédateurs ! La Syrie est appelée à connaître le même sort, après la Libye et avant l'Iran - en attendant les gros morceaux russes et chinois.

L'ingérence humanitaire ou pour la paix et la démocratie, cache des motifs peu avouables, bassement matériels et très géo-politiques. Et les monarchies pétrolières jouent un rôle non négligeable dans ces Révolutions censées apporter le bonheur, en réalité soumettant les peuples rétifs, comme en Libye, à l'idéologie sauvage du marché, à la Loi du plus fort, à la Pensée unique de l'Occident, militaro-financière. Tout cela au nom de la pseudo supériorité d'un modèle qui chaque jour un peu plus, montre ses brutales limites.

Derrière ces Coups d'Etat déguisées en œuvres humanitaires ou pour la démocratie, se cachent les sempiternelles guerres de conquêtes, de contrôle des esprits et des ressources, pour tout dire : impériales, impérialistes, néo-coloniales. Et si on appelait enfin les choses par leur nom ?

Au final, la jeunesse des pays convoités, sous influence, est abusée, la lutte contre le terrorisme ou pour la démocratie se mue en combat pour le changement de régime rebelle aux diktats de l'Occident, avec à la clef, comme en Libye, le cortège habituel de malheurs exportés par les Anglo-Saxons et les Israéliens : Paupérisation, chômage, endettement, pillage des ressources, lois liberticides, etc.

L'oeuvre "civilisatrice" de l'Occident est en réalité synonyme d'oppression pour les peuples soumis aux changements imposés... voilà la vérité qu'on ne lira jamais dans les Médias aux ordres de l'Oligarchie financière.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19